

VILLE DE BIOT

Département des Alpes-Maritimes Arrondissement de Grasse Canton d'Antibes-Biot Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis

REGISé t

LE 23 AVRIL 2025

ÉVÉNEMENT - Réf. JPD / CCG / LL

ARRÉTÉ MUNICIPAL

Portant restrictions temporaires de stationnement et de circulation dans le village de Biot le dimanche 18 mai 2025 dans le cadre de la manifestation « Les Souffleurs d'Avenir »

Pour le Maine

par délégation

Certifié exécutoire compte tenu de :

LA PUBLICATION EN LIGNE

LA TRANSMISSION

LA-RECEPTION **EN SOUS-PREFECTURE**

EN SOUS-PREFECTURE

Le signature

NOTIFICATION

Le Maire de la commune de BIOT,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2212-2 et L2213-1,

Vu le code de la sécurité intérieure,

Vu le code pénal et notamment l'article R610-5,

Vu le code de la route,

Vu la circulaire du préfet des Alpes-Maritimes du 17 janvier 2025 concernant l'addendum à la posture VIGIPIRATE « hiver – printemps 2025 »,

Vu l'arrêté municipal en date du 22 mai 2002 fixant les règles générales d'occupation du domaine public sur la commune de Biot,

Vu l'arrêté municipal n°AM_2022_232 en date du 16 août 2022 portant réglementation du stationnement et de la circulation – village – rue Saint-Sébastien – place des Arcades – création d'une zone rencontre,

Considérant le plan Vigipirate actuellement en vigueur,

Considérant le dispositif de sécurité validé par la Police Municipale,

Considérant l'organisation de l'événement « Les Souffleurs d'Avenir »,

Considérant que cette manifestation se déroulera le dimanche 18 mai 2025,

Considérant les sites retenus pour la tenue de cet événement,

Considérant les suspensions de terrasses notifiées aux restaurateurs des établissements les Acacias et les Arcades liées à l'organisation de cet évènement,

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale de garantir le bon ordre et la sécurité publique,

ARRÊTE

ARTICLE IER

La manifestation « Les Souffleurs d'Avenir » aura lieu le dimanche 18 mai 2025 de 10h00 à 18h00 sur la place Éloi Monod, la place de la Chapelle, la place des Arcades et la rue Saint-Sébastien.

ARTICLE 2

Afin de mettre en place le dispositif nécessaire et permettre aux organisateurs et prestataires d'intervenir en toute sécurité, ces derniers sont autorisés à exploiter les différents sites le dimanche 18 mai 2025 de 07h00 à 20h00.

ARTICLE 3

Afin de répondre aux mesures de sécurité nécessaires, et notamment dans le cadre du Plan Vigipirate, le stationnement et la circulation aux abords des sites seront règlementés.

ARTICLE 4

La circulation sera interdite dans le village de la rue Saint-Sébastien jusqu'à la place des Arcades le dimanche 18 mai 2025 de 10h00 à 18h00.

ARTICLE 5

Les bornes escamotables situées à l'entrée du village seront actives :

Le dimanche 18 mai 2025 de 10h00 à 18h00 en mode « STRICT ».

Seuls les ayants droits, les véhicules d'incendie, de secours et de forces de sécurités seront autorisés à pénétrer au sein du village durant ces périodes.

ARTICLE 6

Afin de permettre l'installation et le bon déroulement de la manifestation, le stationnement sera interdit sur tous les emplacements réglementés dans le village, depuis l'entrée de la rue Saint-Sébastien jusqu'à la place des Arcades du mercredi 14 mai 2025, 08h00, au lundi 19 mai 2025, 12h00.

ARTICLE 7

Tout véhicule trouvé en infraction aux dispositions précédemment évoquées pourra faire l'objet d'une mise en fourrière immédiate.

ARTICLE 8

Les riverains et usagers seront informés des restrictions d'utilisation de la voie publique au minimum 07 jours avant l'événement.

ARTICLE 9

Le dimanche 18 mai 2025, les livraisons seront autorisées, uniquement de 07h00 à 08h00, et ce, devant l'entrée du village.

ARTICLE 10

Dans le cadre du plan VIGIPIRATE aucun conteneur à ordure ne pourra être présent à proximité immédiate du site. Les sacs poubelles présents sur l'ensemble du parcours devront être de nature transparente.

ARTICLE 11

Le port, le transport de façon apparente et le maniement de répliques d'armes à feu, d'imitations ou d'armes factices et de manière générale de tout objet dont l'apparence est telle qu'ils peuvent être confondus avec une arme à feu véritable sont interdits et sanctionnés.

ARTICLE 12

Des affiches rappelant les différentes interdictions de circulation et de stationnement, le plan Vigipirate, les risques attentats ainsi que les principales mesures de sécurité seront apposées sur les barrières et disposées à certains endroits du dispositif.

L'affichage sera à la charge des services municipaux selon leur domaine de compétences.

ARTICLE 13

En cas de non-respect des mesures édictées précédemment et/ou d'atteinte à la tranquillité et à la sécurité publique, les forces de police pourront mettre un terme à la manifestation avec effet immédiat, sans qu'aucune réclamation ne puisse être émise.

ARTICLE 14

Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 15

La Directrice Générale des Services, le responsable du service Communication et Attractivité du Territoire et la responsable du service de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié sur le site internet de la Ville de Biot.

ARTICLE 16

Le présent arrêté sera transcrit au registre des arrêtés municipaux et ampliation sera transmise à :

- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale de Valbonne
- Monsieur le Chef de Centre des Sapeurs-Pompiers de Biot

- Madame la Directrice Générale des Services de la Ville de Biot
- Madame la Responsable de la Police Municipale de la Ville de Biot
- Monsieur le Responsable du Service Communication et Attractivité du Territoire de la Ville de Biot
- Monsieur le Responsable du Centre Technique Municipal de la Ville de Biot

ARTICLE 17

Le Maire certifiera sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte au vu des mentions apposées en entête.

Conformément à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, le présent arrêté municipal, à supposer qu'il fasse grief, peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, soit par voie postale: 18 avenue des Fleurs CS 61039 – 06050 Nice Cedex I, soit par voie électronique à partir de l'application « Télérecours citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr. Il peut faire également l'objet d'un recours gracieux auprès de la commune de Biot, qui prolonge le délai de recours contentieux.

Fait à Biot, le 23 avril 2025

e Mare DE

Jean-Pierre DERMIT Conseiller Départemental Vice-président de la CASA